

18 octobre 2017



INTRODUCTION À L'ANALYSE COMPARATIVE DES CAPITALISMES

Eric Magnin, Petia Koleva, Pascal Grouiez

Université Paris Diderot, UMR LADYSS

I-Deux approches théoriques : diversité ou variété des capitalismes ?

1. Hall et Soskice (2001) : **Variété des capitalismes (VoC)**, ELM contre ECM
 - Une approche centrée sur l'entreprise et la qualité de ses relations avec les autres acteurs
 - Des problèmes de coordination
 - Cinq sphères d'activité : les relations industrielles, la formation professionnelle et l'éducation, la gouvernance des entreprises, les relations inter-firmes et les relations avec les salariés.
 - L'Allemagne : illustration des ECM
 - Les États-Unis : cas d'école des ELM
 - Un cadre d'analyse clair mais limité

2. La diversité des capitalismes (Boyer; Amable, 2003) :

- Une approche régulationniste : formes institutionnelles (régime monétaire, rapport salarial, formes de la concurrence, forme d'adhésion au régime international, Etat), mode de régulation et régime d'accumulation.
- Les cinq formes institutionnelles retenues par Amable : concurrence sur les marchés de produits, du rapport salarial, du secteur de l'intermédiation financière et de la corporate governance, de la protection sociale et du système éducatif.
- Une typologie recouvrant cinq modèles de capitalisme
 - Le capitalisme fondé sur le marché
 - Le capitalisme social-démocrate
 - Le modèle européen continental
 - Le capitalisme méditerranéen
 - Le capitalisme asiatique

3. La complémentarité institutionnelle

- Deux institutions peuvent être qualifiées de complémentaires lorsque « l'existence ou la forme particulière prise par une institution dans un domaine renforce la présence, le fonctionnement ou l'efficacité d'une autre institution dans un autre domaine » [Amable, 2005].
- Quelques implications de nature « systémique »

4. La hiérarchie institutionnelle

- Une forme institutionnelle joue à un moment donné du temps un rôle déterminant dans l'organisation des relations de complémentarité et dans l'évolution de l'architecture institutionnelle
- L'expression de rapports de force et de compromis politiques

5. Quelle articulation entre complémentarité, hiérarchie, mode de régulation et régime d'accumulation ?

	Capitalisme fondé sur le marché	Capitalisme social-démocrate	Capitalisme asiatique	Capitalisme européen continental	Capitalisme méditerranéen
Concurrence sur les marchés de produits	Grande importance de la concurrence par les prix, neutralité de l'Etat sur les marchés de produits, coordination par les signaux (prix) du marché, ouverture à la concurrence et à l'investissement étrangers.	Grande importance de la concurrence par la qualité, fort engagement de l'État sur les marchés de produits, haut degré de « coordination » par d'autres canaux que les signaux du marché, ouverture à la concurrence et à l'investissement étrangers.	Importance de la concurrence par les prix comme par la qualité, fort engagement de l'État, haut degré de coordination par d'autres canaux que les signaux de prix, forte protection contre les firmes et l'investissement étrangers, importance des grandes firmes.	Importance modérée de la concurrence par les prix, importance relativement élevée de la concurrence par la qualité, engagement des autorités publiques, « coordination » hors prix relativement forte, protection faible contre les firmes et l'investissement étrangers.	Concurrence par les prix plutôt que par la qualité, engagement de l'État, peu de coordination hors prix, protection modérée contre les firmes et l'investissement étrangers, importance des petites firmes.
Rapport salarial	Protection de l'emploi faible, flexibilité externe, recours facile au travail temporaire et licenciement, embauches faciles, aucune politique de l'emploi active, stratégies défensives des syndicats, décentralisation de la négociation salariale.	Protection de l'emploi modérée, négociation salariale coordonnée ou centralisée, politiques d'emploi actives, syndicats forts, relations industrielles coopératives.	Protection de l'emploi dans la grande firme, flexibilité externe limitée, dualisme du marché du travail, politique salariale fondée sur l'ancienneté, relations du travail coopératives, aucune politique d'emploi active, syndicats de firmes, décentralisation de la négociation salariale.	Forte protection de l'emploi, flexibilité externe limitée, stabilité de l'emploi, conflits dans les relations de travail, politique de l'emploi active, syndicats modérément forts, coordination de la négociation salariale.	Haute protection de l'emploi (grandes firmes) mais dualisme : une frange « flexible » d'emploi sur travail provisoire et à temps partiel, conflits possibles dans les relations industrielles, aucune politique d'emploi active, centralisation de la négociation salariale.

Secteur financier

Forte protection des actionnaires minoritaires, faible concentration de la propriété, grande importance des investisseurs institutionnels, marché actif pour le contrôle d'entreprise (prises de contrôle, fusions et acquisitions), forte sophistication des marchés financiers, développement du capital-risque.

Forte concentration de la propriété, importance des investisseurs institutionnels, pas de marché pour le contrôle d'entreprise (prise de contrôle, fusions et acquisitions), faible sophistication des marchés financiers, haut degré de concentration bancaire.

Protection faible des actionnaires extérieurs, forte concentration de la propriété, participation des banques à la gestion des entreprises, aucun marché actif pour le contrôle d'entreprise (prises de contrôle, fusions et acquisitions), aucune sophistication des marchés financiers, développement limité du capital-risque, haut degré de concentration bancaire.

Protection faible des actionnaires extérieurs, forte concentration de la propriété, aucun marché actif pour le contrôle d'entreprise (prises de contrôle, fusions et acquisitions), faible sophistication des marchés financiers, développement modéré du capital-risque, forte concentration bancaire, importance des banques dans le financement des firmes.

Protection faible des actionnaires extérieurs, forte concentration de la propriété, corporate governance fondée sur les banques, aucun marché actif pour le contrôle d'entreprise (prises de contrôle, fusions et acquisitions), faible sophistication des marchés financiers, développement limité du capital-risque, forte concentration bancaire.

Protection sociale	Protection sociale faible, participation faible de l'Etat, accent sur le soulagement de la pauvreté (filet de sécurité), prestations conditionnées aux ressources, systèmes de retraite par capitalisation.	Haut niveau de protection sociale, forte participation de l'État, grande importance de la protection sociale pour la société et la définition des politiques publiques.	Faible niveau de protection sociale, dépenses dirigées vers le soulagement de la pauvreté, faible part des dépenses publiques dans la protection sociale, faible part des dépenses sociales dans le PIB.	Haut degré de protection sociale, protection sociale fondée sur l'emploi, grande importance de la protection sociale dans la société, sécurité sociale financée par cotisations, système de retraite par répartition.	Niveau modéré de protection sociale, structure de dépenses orientées vers le soulagement de la pauvreté et les retraites, fort engagement de l'État.
Éducation	Dépenses publiques, système d'enseignement supérieur fortement compétitif, éducation secondaire non homogénéisée, formation professionnelle faible, accent sur les compétences générales, formation tout au long de la vie.	Haut niveau de dépenses publiques, forts taux de scolarisation, accent sur la qualité de l'éducation primaire et secondaire, importance de la formation professionnelle, accent sur les compétences spécifiques, importance de la formation permanente.	Faible niveau de dépenses publiques, forts taux de scolarisation, accent sur la qualité de l'éducation secondaire, formation interne à l'entreprise, importance de l'éducation technique, accent sur les compétences spécifiques, formation permanente faible en dehors de la firme.	Haut niveau de dépenses publiques, forts taux de scolarisation dans l'éducation secondaire, accent sur l'homogénéité de l'éducation secondaire, formation professionnelle développée, accent sur les compétences spécifiques.	Dépenses publiques faibles, taux de scolarisation faibles dans l'éducation supérieure, système d'enseignement supérieur faible, formation professionnelle faible, peu de formation permanente, accent sur les compétences générales.
Pays	Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie	Suède, Finlande, Danemark	Japon, Corée du Sud	France, Suisse, Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Norvège	Italie, Espagne, Portugal, Grèce

II – Une application aux économies d'Europe de l'Est

9

1. Contexte : une critique de l'approche uniforme et téléologique de la « transition »
 - Une approche univoque et court-termiste des « performances » (réduites à la croissance)
 - L'occultation théorique des causes de la diversité

2. La nécessité d'un paradigme « systémique » (Kornai, 2000)
 - Une méthode de comparaison qualitative

 - Une approche ouverte aux sciences sociales

 - Importance de l'histoire et des institutions

 - Du capitalisme (concept général) à la diversité des capitalismes

3. Diversité des trajectoires nationales en Europe centrale post-socialiste dans les années 1990 (Magnin, 1999)

	Hongrie	Pologne	République tchèque	République slovaque
<p>Système productif (Marché des pdts et forme de concurr.)</p>	<p>Propriété enchevêtrée quasi-publique ; Holdings hybrides quasi-publics entourés de "sociétés-satellites" à contrainte budgétaire ± lâche ; Importance des investissements directs étrangers ; Relations de réseaux étendues entre unités de différents holdings ; Economie parallèle développée ; Double dualisme (taille, performances) : au sein du secteur privé (intégré ou non dans les holdings) + secteur privé (petites unités hybrides) / secteur quasi-public ; Exportations : agro-alimentaire, biens d'équipement, appareil électrique, textile, bois-papier, pièces automobiles, métallurgie</p>	<p>Propriété enchevêtrée atténuée ; Holdings d'État et grandes entreprises publiques à contrainte budgétaire semi-lâche, conglomérats, PME privatisées rachetées par les employés ; Investissements directs étrangers en croissance ; Économie parallèle développée ; Dualisme PME privées dynamiques / grandes entreprises d'État ; Exportations : métallurgie, chimie, matériel électrique, agro-alimentaire, bois-papier, biens d'équipement</p>	<p>Propriété enchevêtrée quasi-privée ; Holdings hybrides quasi-privés à contrainte budgétaire ± lâche ; Réseaux industriels ; Economie parallèle relativement développée ; Boom des petites entreprises privées aux formes parfois hybrides ; Exportations : matériel électrique, chimie, minerais non métalliques, bois-papier, métallurgie, biens d'équipement</p>	<p>Relations de propriété banque-État-industrie ; Très grandes entreprises quasi-privées ; Développement des PME ; Investissements directs étrangers relativement limités ; Réseaux politico-économiques ; Exportations : sidérurgie, minerais non métalliques, caoutchouc, textile, bois, automobile</p>

<p>Système financier</p>	<p>Propriété croisée banques-entreprises ; Marchés du crédit et des dépôts peu concurrentiels et segmentés ; Petites banques mixtes à participation étrangère très performantes ; Grandes banques privatisées et assainies</p>	<p>Propriété croisée banques-entreprises peu développée ; Nombreuses banques petites et moyennes : concurrence accrue mais système bancaire instable ; Marché financier dynamique et bien réglementé</p>	<p>Propriété croisée inter-banques et contrôle des FIP (propriétaires des entreprises) ; Marchés du crédit et des dépôts peu concurrentiels et segmentés ; Marché financier multiple et peu réglementé</p>	<p>Relations de propriété banques-entreprises ; Domination des marchés du crédit et des dépôts par trois grandes banques ; Relation de crédit ± lâche pour les grandes entreprises</p>
<p>Compromis socio-économique (Rapport salarial)</p>	<p>Pacte social implicite salariés/employeurs de type coalition d'intérêts aux dépens de l'État et peu compatible avec le durcissement de la contrainte budgétaire ; Chômage élevé et déguisé ; Syndicats divisés ; Tripartisme affaibli</p>	<p>Relations sociales conflictuelles : pacte social explicite tenté par l'État fin 1993, en partie abandonné par le gouvernement suivant ; Syndicats historiquement puissants et revendicatifs, mais paysage syndical bipolaire en voie d'éclatement ; Syndicats représentés politiquement ; Négociations tripartites en phase d'apprentissage ; Chômage élevé</p>	<p>Pacte social implicite de type coopératif renforcé par l'État par un ensemble de mesures accommodantes ; Chômage faible et déguisé ; Syndicat décrédibilisé et non représenté politiquement ; Pseudo-tripartisme</p>	<p>Pacte social implicite soutenu par une couverture sociale étendue et une faible dispersion des salaires ; Chômage élevé ; Négociations collectives décentralisées au niveau de l'entreprise ; Tripartisme au niveau national</p>
<p>État</p>	<p>Paternalisme post-socialiste à tendance redistributive ; Régime de protection sociale universelle affaibli ; Faible légitimité de l'État</p>	<p>Paternalisme modéré ; Régime de protection sociale universelle "dégénérée" ; "Résistance" face à l'État</p>	<p>Soutien de l'État aux entreprises industrielles ; Régime de protection sociale "social-libéral" ; Légitimité de l'État assez élevée</p>	<p>Paternalisme post-socialiste à tendance redistributive ; Régime de protection sociale universelle affaibli ; Pression fiscale élevée</p>

4. L'hypothèse du capitalisme dépendant

(Nölke & Vliegenthart, 2009; Buhr & Frankenberger, 2011)

	Économies de marché dépendantes des capitaux étrangers	Economies de marché dépendantes des capitaux nationaux
Mécanismes de coordination	Dépendance des <i>hiérarchies</i> intra-entreprises au sein des FMN	<i>Marchés</i> concurrentiels externes et <i>cooptation</i>
Principal financement des investissements	Investissement direct étranger et crédit des banques étrangères	Rente et crédit bancaire domestique
Gouvernance d'entreprise	Contrôle par les états-majors des FMN	Contrôle par l'Etat
Relations industrielles	Conciliation vis-à-vis du travail qualifié, accords collectifs au niveau de la société	Accords nationaux pilotés par l'Etat
Système d'éducation et de formation professionnelle	Dépenses limitées pour une amélioration des qualifications	Dépenses limitées ou spécifiques à l'industrie
Transfert des innovations	Transferts intra-entreprise au sein des multinationales	Fondé sur le marché ou sur les joint-ventures
Avantages comparatifs	Plate-formes d'assemblage de produits industriels semi-standardisés	Matières premières
Exemples de pays	Pays d'Europe centrale et orientale	Russie, Kazakhstan, Biélorussie Egypte, Arabie Saudite

Les formes de dépendance

- Dépendance aux investissements directs étrangers
- Dépendance financière
- Dépendance aux versements des émigrés (remittances) + aide internationale

Lock-in, avantages et vulnérabilités de la dépendance

III - Les régulations mésoéconomiques : repenser les échelles intermédiaires

14

- ▣ Approfondir la notion de « régulation » en postulant l'existence de « régulations méso-économiques » et en interrogeant les interactions entre « régulation macro » et « régulations méso »
 - Rendre compte de la pluralité des régulations méso-économiques au sein d'un même régime d'accumulation.
 - Caractériser la variété des échelles, des dispositifs et arrangements, et des régulations qui opèrent.

- ▣ Envisager la possibilité d'une domination d'une régulation méso-économique sur d'autres régulations méso-économiques (automobile, finance, etc.)
 - L'échelle méso-économique = lieu de l'étude des stratégies collectives pour s'adapter et influencer les politiques macroéconomiques et/ou méso-économiques différentes

- On part de l'idée que les acteurs, dans un régime d'accumulation donné, sont en capacité d'innover afin de répondre aux crises qui sont l'expression de multiples évolutions.
 - ▣ (1) Crise économique : émergence de nouveaux centres de pouvoir économiques (=> nouvelles dépendances économiques) ; impact de la financiarisation de l'économie sur les décisions des dirigeants
 - ▣ (2) Crise sociale : écarts de salaire, différenciation des statuts à l'intérieur ou en dehors de la firme (entre les employés, les managers et les actionnaires). Fin d'un rapport social normalisé (individualisation des salaires).
 - ▣ (3) Crise écologique : incompatibilité entre les modèles de croissance et les conditions de reproduction de la planète => besoin de nouveaux secteurs "verts"
- Capacité des acteurs à agir au niveau local => comprendre le processus de différenciation au sein de différents espaces qualifiés de "méso-espaces"

1. Ce que le méso peut être...la variété des « espaces méso »

1.1 Le méso peut être...un secteur

□ Le secteur est :

- Le résultat d'un processus d'institutionnalisation de la façon dont un certain nombre d'entreprises entrent en concurrence et coopèrent.
- Sur la base des relations entre des entreprises et 4 catégories de pourvoyeurs de ressources (salariés, financeurs, fournisseurs et clients).
- Cohérence codifiée sur la base de règles identiques propres au secteur. (effet sur la concurrence, la formation des prix, les conditions de travail, etc.)

1.2 Le méso peut être... un territoire

18

- **Le territoire est:**
 - Un espace socio-économique intermédiaire où s'articulent et se régulent :
 - Des formes structurelles (héritées du passé)
 - Une action collective d'acteurs situés (anticipant sur le futur) dans la résolution d'un problème productif (Communauté au sens d'E. Ostrom)

1.3 Le méso peut être... une chaîne globale de valeur (filière)

19

- **La GCC est :**
- une régulation méso-économique portée par l'entreprise.
 - ▣ liens contractuels d'entreprises formellement indépendantes mais liées par des contrats de sous-traitances ou d'autres formes de subordinations contractuelles.
 - ▣ En son sein, un « acteur clé » situé en amont ou en aval de la chaîne dispose d'un pouvoir prépondérant (*buyer-dominated* ou *producer-dominated*).
 - Le pouvoir prend la forme d'un contrôle de l'accès au marché et de la structure de gouvernance de la chaîne et rend possible l'extraction d'une rente de propriété.
 - Les acteurs dominants peuvent influencer la codification des règles d'accumulation et de rapports salariaux à l'échelle du secteur, voire à l'échelle macro-économique (agir sur le mode de régulation).

1.4 Le méso peut être... une profession

20

- Football professionnel, professionnels de l'éducation, professionnels de la santé
- Ces acteurs peuvent ensemble décider de réguler leur profession sur la base de règles de pratiques, de chartes, de codes, etc.

1.5 Le méso s'appuie sur... des dispositifs institutionnels qui forment des régulations méso

21

- Les **dispositifs institutionnels** naissent de la volonté d'acteurs publics et/ou privés de s'appuyer sur un ensemble plus ou moins large de règles du jeu, dans le but de solutionner les problèmes locaux. Ils supposent l'existence de compromis sociaux.
- Les **régulations méso** assurent la reproduction de rapports institués entre acteurs (salariés, employés, financeurs, fournisseurs, clients, parties prenantes, citoyens). Elles permettent aussi d'insérer l'analyse du S, du T, des CGV, de la profession... dans celle plus globale des 5 formes institutionnelles de l'économie (régime monétaire, nature de la concurrence, etc...)

2. Appréhender le processus de différenciation des espaces méso vis-à-vis du macro.

22

2.1 Quelle méthode d'analyse des sous-espaces ?

Une entrée par :

- le procès de travail ;
- la variété de l'identité des produits
- la clôture de sous espaces
- le patrimoine

2.3 Distinguer les tensions avec le régime économique macro

23

- Diversité des modes d'insertion des espaces méso dans le macro
 - constitution du macro par une régulation méso qui pèse de plus en plus fortement sur la régulation macro
 - Cf relire l'automobile, la finance ou les TIC en tant que régulations d'abord méso, qui mobilisent les formes institutionnelles / qui structurent ou polarisent les formes institutionnelles
 - exemple de l'agriculture brésilienne qui transforme le régime d'accumulation en un régime tiré par les exportations.

- Les régulations méso opèrent par elle-même.
 - Elles peuvent être qualifiées par rapport à un type de fonction ou d'action qu'elles jouent (dans le macro ou envers d'autres champs)

3 Conclusion : l'innovation locale comme moyen de résistance aux régimes économiques macro

24

- Triple sens de la notion méso
 - Penser les **échelles** mésoéconomiques
 - Échelle dans le sens de niveau de collectifs.
 - Penser des **dispositifs** mésoéconomiques / intermédiaires
 - Dispositifs dans le sens de règles / mode de coordination
 - Articulation règles formelles / informelles
 - Et donc nature des **régulations** méso
 - qui transcendent les contradictions = qui produisent du compromis
 - Distinguer les régulations ex ante (stratégie collective / politique)
 - Et les régulations ex post (ce qui a fait système)

CONCLUSION GENERALE

25

- Identifier les 5 formes institutionnelles du capitalisme pour qualifier le capitalisme marocain
- Se détacher de ce cadre conceptuel pour saisir les spécificités du capitalisme marocain
- Identifier quelques « espaces-méso clés » pour saisir la spécificité du capitalisme marocain (ex. secteur, territoire) et observer la manière dont ils construisent des dispositifs institutionnels spécifiques en capacité d'influencer les institutions macro (procès de travail ; variété des produits ; sous espaces de concurrence ; patrimoines).